

## Petit déjeuner gratuit à l'école, cantine à un euro: un "coup de com'", dénoncent des élus

Paris, 24 avr. 2019 (AFP) -

Une cantine à un euro et un petit déjeuner gratuit à l'école: les annonces du gouvernement ont été mal reçues par des élus qui ont dénoncé mercredi un "coup de com'" et une absence de concertation.

Mardi, le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, et la secrétaire d'État auprès de la ministre de la Santé, Christelle Dubos ont annoncé que l'Etat allait financer les petits-déjeuners gratuits à l'école à hauteur de 6 millions d'euros en 2019, dans les quartiers défavorisés (Rep, Rep+, certaines zones rurales...) des communes volontaires.

Parallèlement, une cantine à "1 euro" doit être lancée d'ici fin avril. Les communes qui s'engagent recevront une aide de l'État de 2 euros par repas.

Aujourd'hui, la plupart des communes appliquent des tarifs dégressifs en fonction des revenus des familles.

"C'est un effet d'annonce", a déploré Ludovic Toro, maire UDI de Coubron (Seine-Saint-Denis), commune d'un peu moins de 5.000 habitants, lors d'une conférence de presse organisée par la FCPE, la principale fédération de parents d'élèves. "Un repas à la cantine nous coûte environ 12 euros (en comptant les coûts de fonctionnement et personnel, ndlr), on ne peut pas demander aux maires des mesures qu'ils sont incapables de mettre en place", a-t-il dit.

"Le sujet ne doit pas être traité de manière aussi rapide, sinon c'est juste un coup de com'", a aussi jugé Lionel Benharous, maire-adjoint PS aux Lilas (Seine-Saint-Denis) en charge de l'éducation. "Dans notre ville, on a énormément travaillé la qualité, avec du bio, du fait maison. Si la cantine à un euro conduit à la cantine au rabais, tout est perdu", prévient-il.

Pour Rodrigo Arenas, co-président de la FCPE, le gouvernement a omis de consulter "les parents et les principaux intéressés: les maires".

"Il aurait mieux valu utiliser les 6 millions d'euros pour aider les cantines à sortir du plastique ou à favoriser le bio", a pour sa part estimé Olivia Hicks, première adjointe au maire (EELV) du II<sup>ème</sup> arrondissement à Paris. Pour certains enfants qui ont déjà mangé le matin à la maison, un deuxième petit-déjeuner à l'école peut en outre favoriser l'obésité, a mis en garde l'élue, par ailleurs médecin du travail à l'AFP.

Les mesures annoncées faisaient partie des promesses inscrites dans le plan pauvreté, annoncé en septembre dernier par le président de la République.

ito/jt/cbn

Afp le 24 avr. 19 à 15 51.